

## LES ESPAGNOLS VEULENT VENDRE LEURS PARTS DANS MEDGAZ

## Sonatrach en position de force ?

**Sous la pression des difficultés financières dont ils souffrent, deux importants partenaires de Sonatrach ont décidé, hier, de vendre leurs participations dans le gazoduc Medgaz (reliant l'Algérie à l'Espagne), a-t-on appris auprès des milieux boursiers européens.**

Le groupe énergétique espagnol Endesa (Enel) a confié à la banque Santander la vente de sa participation qui est de l'ordre de 15%, alors que l'autre partenaire, Iberdrola, est en négociation avec la banque française BNP Paribas pour la vente des 20% d'actions détenues dans le gazoduc.

Les mêmes sources précisent encore qu'Endesa réclame la somme de 90 millions d'euros pour la cession de ses parts sociales alors que sa compatriote Iberdrola estime ses actifs à 150 millions d'euros.

En ajoutant à cela le retard accusé par Sonatrach pour la cession de 10% de Medgaz au profit de Gas Natural Fenosa, on aboutit à une situation extrêmement tendue sur le devenir de ce gazoduc, qui fournit l'essentiel de la demande espagnole en gaz.

Le capital de Medgaz est détenu par Sonatrach (36%), Cepsa et Iberdrola (20% chacune) et enfin Endeza et GDF Suez (12% chacune). Les parts des entreprises dans ce gazoduc dont la capacité est de 8 milliards de mètres cubes, sont dominées par Sonatrach qui garantit la fourniture de 2,88 milliards de mètres cubes de gaz, contre 1,6 milliard pour Cepsa et Iberdrola et 960 millions pour GDF Suez et Endesa.

La décision prise par les deux compagnies espagnoles est motivée par la nécessité de se débarrasser des investissements secondaires, suite aux difficultés financières auxquelles elles sont confrontées. Depuis le début de l'année, l'action d'Iberdrola a chuté de 17,26% de sa valeur alors que sur les douze derniers mois, Endesa est restée sur une tendance de baisse constante.



Le gazoduc fournit l'essentiel de la demande espagnole en gaz.

L'indifférence  
de Sonatrach

Il y a quelques jours, nous avions évoqué les pressions qui s'exerçaient sur Sonatrach pour vendre moins cher le gaz algérien sur les marchés français et italien. L'intransigeance de l'italien ENI et les tirs croisés d'EDF et GDF Suez, suite à l'acqui-

sition du second opérateur italien de l'électricité, Edison, pourraient participer au fléchissement de Sonatrach qui peine à défendre ses intérêts.

Aujourd'hui, ce ne sont plus les prix du gaz qui sont en jeu. Le P-dg de Sonatrach, qui a exercé en qualité de vice-président TRC du temps de Chakib

Khelil, n'ignore pas l'importance de Medgaz aussi bien pour l'Algérie que pour ses partenaires espagnols.

L'entreprise nationale qui aurait, par ailleurs, certainement gagné à maintenir une bonne gestion de ses relations avec les partenaires de Medgaz, a malheureusement tergiversé sur la cession de 10% de ses actifs au profit de Gas Natural Fenosa, qui devait apporter plus de réconfort à l'association. Sonatrach, rappelons-le, détient 3,8% du capital de cette compagnie espagnole, qui valent plus de 500 millions d'euros.

Enfin, certains experts estiment que Sonatrach devrait intervenir sur cette situation et acheter les participations des deux compagnies espagnoles. Elle constitue l'actionnaire majoritaire de Medgaz et dispose de ressources conséquentes pour empêcher l'arrivée sur cette association d'opérateurs «indésirables», qui risquent de déstabiliser l'équilibre déjà fragile de ce groupement algéro-espagnol.

Mokhtar Benzaki

## ACHAT DE GAZ ALGÉRIEN

## Les Turcs veulent renouveler le contrat

**Les Turcs prennent leurs dispositions pour s'assurer un approvisionnement continu en gaz. Ankara se déclare déjà désireuse de négocier le renouvellement du contrat gazier avec l'Algérie qui expire en 2014. C'est le ministre turc des Affaires étrangères, Ahmet Davutoglu, en visite en Algérie du 25 au 26 novembre, qui l'a exprimé hier devant la presse.**

**Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir)** - Vivant quelques embrouilles diplomatiques avec Moscou et Téhéran, des suites de l'appui turc aux insurgés syriens, Ankara veut se prémunir de quelques mauvaises surprises, la Russie et l'Iran étant ses principaux fournisseurs en gaz.

Venu explorer les opportunités de renforcement des investissements turcs en Algérie, Ahmet Davutoglu avait également en tête d'évoquer la question du contrat gazier avec le ministre algérien de l'Energie et des Mines, Youcef Yousfi, qui copréside pour la partie algérienne la commission économique mixte algéro-turque. «Au moment où j'étais avec le ministre algérien de l'Energie et des Mines, j'ai pris attache avec le ministre turc de l'Energie et on a convenu que ce dernier effectue prochainement une visite de travail en Algérie», a indiqué Davutoglu.

Conclu en 1988 mais entré en application effective en 1994, le contrat d'achat du gaz algérien par la Turquie expire en 2014, soit dans une année. Les Turcs veulent de suite réengager la négociation de



Ahmet Davutoglu venu renforcer la coopération turque avec l'Algérie.

son prolongement. Le ministre turc des Affaires étrangères a souligné que les besoins énergétiques turcs sont en constante augmentation.

La Turquie, dont le volume des échanges commerciaux avec l'Algérie est évalué à 4 milliards de dollars et dont les investissements directs en Algérie se chiffrent à 1 milliard de dollars, veut encore renforcer sa coopération avec l'Algérie. «La Turquie n'impose pas de limites à sa coopération avec l'Algérie qu'elle considère, en dépit de la distance, comme un pays de son voisinage», a affirmé le chef de la diplomatie turc qui, au passage, a annoncé la décision prise par les autorités turques de renforcer les transports aérien et maritime entre les deux pays. A ce geste de bonne volonté s'ajoute la négociation d'un accord de coopération dans le domaine de l'industrie militaire. Cependant, si les affaires semblent plutôt bien marcher, les deux pays restent loin de la symbio-

se diplomatique, notamment s'agissant de leurs positions relativement à la crise syrienne.

Les Turcs soutiennent l'opposition et ils ne semblent pas près de changer d'attitude. «On ne désespère pas qu'une solution politique soit trouvée à la crise mais l'on ne se fait aucun espoir de voir le régime syrien privilégier une telle voie», a affirmé Ahmet Davutoglu qui a réclamé une résolution ferme du Conseil de sécurité de l'ONU pour contraindre le régime de Damas à accepter la solution politique. «Nous avons conseillé le régime syrien de ne pas commettre les mêmes erreurs que certains dirigeants arabes. Il ne nous a pas écoutés.»

Le ministre turc des Affaires étrangères a indiqué, par ailleurs, avoir briefé son homologue algérien sur la situation en Syrie et ce dernier l'a briefé en retour sur la situation au Mali.

S. A. I.

MAINTIEN DE L'ÉQUILIBRE  
DE LA SÉCURITÉ SOCIALE  
Le gouvernement songe  
à d'autres formes  
de financement

**Le gouvernement est à la recherche d'autres formes de financement de la Sécurité sociale, «en dehors des cotisations des employeurs et des employés». C'est ce qu'a indiqué, hier, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Tayeb Louh, lors d'une allocution prononcée devant les participants au séminaire portant «sur les techniques de contrôle pour la promotion du travail décent».**

**Abder Bettache- Alger (Le Soir)** - La question a été longuement évoquée par le premier responsable du département du Travail et de la Sécurité sociale lors de la rencontre qui a eu lieu, hier, au centre familial de Ben Aknoun. Ainsi, selon Tayeb Louh, «l'Etat ne peut plus compter seulement sur les cotisations des salariés et des employeurs pour assurer la pérennité et l'équilibre de la Sécurité sociale». Pour lui, «il est aujourd'hui urgent de chercher d'autres formes de financement pour la Sécurité sociale». Tayeb Louh évoque implicitement la hausse des dépenses assurées par la CNAS, notamment celles relatives au coût de la santé. C'est dans cette optique que l'intervenant a déclaré «que la CNAS assure une couverture sociale pour 85% des assurés, que vingt-six millions d'Algériens bénéficient de la carte Chiffa et qu'en février 2013, elle sera élargie à tous les citoyens». Selon des spécialistes, le lobby pharmaceutique pèse «lourd» sur les finances publiques. L'assurance maladie débourse, chaque année, près de 150 milliards de dinars dont 64 dans le remboursement des médicaments. Cela dit, la rencontre d'hier lundi s'inscrit dans le cadre de la coopération avec l'Organisation arabe du travail et que le séminaire en question abordera, selon ses organisateurs, «la notion de travail décent, à la lumière des normes internationales ainsi que les techniques de contrôle en vue de garantir le respect des droits fondamentaux des travailleurs». «Il constitue également l'occasion pour l'Inspection du travail d'aborder les différentes expériences européennes et arabes en matière de promotion du travail décent, notamment la définition du concept, les objectifs et les méthodes de mesure du travail décent», lit-on dans une note remise aux participants. Cela dit, il est important de rappeler que l'Inspection du travail est chargée conformément aux dispositions de la loi n°90-03 du 6 février 1990 modifiée et complétée, notamment dans son article 02, «d'assurer le contrôle de l'application des dispositions législatives et réglementaires relatives aux relations individuelles et collectives de travail, aux conditions de travail, d'hygiène et de sécurité des travailleurs, assurer les travailleurs et employeurs dans l'élaboration des conventions ou accords collectifs de travail, de procéder à la conciliation, au titre de la prévention et du règlement des différends collectifs de travail».

A. B.